



PLAN D'ACTION RÉGIONAL 2024-2025

DIRECTION GÉNÉRALE
DE SERVICES QUÉBEC DE L'OUTAOUAIS

Note aux lecteurs

Les données budgétaires et les informations sur les actions présentées dans ce document concernent une année financière (période commençant le 1^{er} avril 2024 et se terminant le 31 mars 2025). Ce document présente par ailleurs certaines données qui concernent une année civile. Lorsque c'est le cas, cela est précisé.

Rédaction

Direction générale de Services Québec de l'Outaouais
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Diffusion

Cette publication est accessible en ligne uniquement à l'adresse :
Publications > Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale > Ministères et organismes >
Gouvernement > Québec.ca
www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale/publications

Si vous éprouvez de la difficulté à consulter le document, vous pouvez obtenir de l'aide par [téléphone](#) ou par [courriel](#).

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2024

ISBN : 978-2-550-98393-4 (PDF)

© Gouvernement du Québec

Mot du directeur général de Services Québec de l'Outaouais

Les priorités évoquées par notre président du Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT) vont guider les interventions que Services Québec Outaouais va réaliser au courant de l'année à venir. D'ailleurs, les membres du CRPMT de l'Outaouais ont identifié les secteurs du tourisme (hébergement/restauration) ainsi que celui de l'agriculture comme ceux à prioriser régionalement dans nos interventions.

Pour mener à bien ces interventions, Services Québec Outaouais peut compter sur des équipes mobilisées dans les sept bureaux de Services Québec (BSQ) répartis sur tout le territoire de la région ainsi que sur celles de sa Direction générale. Je souhaite remercier tous les employés pour leur contribution permettant à la clientèle individu et entreprise, prioritaire ou non, d'être accompagnée, mais aussi pour leurs interventions permettant d'agir sur les déséquilibres du marché du travail de la région.

Les employeurs sont en constante recherche de candidats qualifiés ou qui présentent un potentiel d'expériences et de compétences transférables. Ainsi, le marché du travail favorise grandement les démarches d'intégration et de maintien à l'emploi. Dans ce contexte, les BSQ sont en interrelation avec une quinzaine d'organismes spécialisés en employabilité (OSE) qui offrent une prestation de services complémentaire, et ce, dans tous les territoires de la région. Selon les besoins d'accompagnement des citoyens, des interventions spécialisées de courte ou de moyenne durée sont disponibles, soit par le biais de services d'aide à l'emploi, de projets de préparation à l'emploi ou d'une entreprise d'entraînement.

Les personnes plus éloignées du marché du travail peuvent compter sur une offre de service de pré-employabilité par le biais du Programme d'aide et d'accompagnement social (PAAS Action) grâce à la collaboration de six organismes communautaires de la région, alors que les personnes handicapées peuvent bénéficier d'une démarche alternative d'intégration en emploi, grâce aux trois entreprises adaptées en Outaouais qui offrent des emplois qui conviennent à cette clientèle.

Le personnel de Services Québec Outaouais continue d'être à l'écoute des besoins de la clientèle tout en respectant les sommes qui lui sont allouées chaque année par l'entremise du Fonds de développement du marché du travail.



Alain Ranger

Mot du président du Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT) de l'Outaouais

Chaque Direction générale de Services Québec doit produire un plan d'action régional (PAR) qui s'inscrit en cohérence avec la Planification stratégique 2023-2027 du Ministère ainsi qu'avec les priorités identifiées par les membres de son CRPMT. En Outaouais, cette démarche de consultation, pour identifier les enjeux et les actions qui seront à privilégier dans le cadre de la planification 2024-2025, a été effectuée tant auprès des membres du CRPMT qu'auprès des organismes spécialisés en employabilité (OSE) de la région qui sont des partenaires du Ministère.

Le Québec est confronté à un phénomène de pénurie de main-d'œuvre qui touche la plupart des secteurs d'activité et des régions. Pour s'attaquer à cette pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs prioritaires, soit la santé et les services sociaux, l'éducation, les services de garde éducatifs à l'enfance, les technologies de l'information, le génie et la construction, le Ministère a mis en œuvre l'Opération main-d'œuvre qui contient un ensemble de mesures ciblées.

Dans ce contexte, Services Québec Outaouais continuera à porter une attention particulière aux clientèles prioritaires sur le marché du travail qui vivent des difficultés à accéder à des emplois et à s'y maintenir, et ce, particulièrement dans les secteurs prioritaires.

Le personnel des bureaux de Services Québec (BSQ) de l'Outaouais poursuivra également ses efforts afin de faire connaître les programmes, mesures et services offerts aux employeurs qui sont à la recherche de soutien pour favoriser le développement des compétences de leurs employés. Le personnel des BSQ soutiendra aussi les employeurs qui font face à des difficultés de recrutement et qui cherchent à faire évoluer leurs pratiques de gestion des ressources humaines visant à favoriser la rétention de leur personnel.

Grâce à l'engagement de tout son personnel et à la collaboration de ses partenaires, en particulier les OSE et les établissements de formation, ainsi qu'avec l'appui des membres du CRPMT, Services Québec Outaouais continuera de fournir un soutien aux citoyens et aux employeurs en optimisant son fonds de développement du marché du travail avec les moyens dont il dispose et en tenant compte des déséquilibres du marché du travail propre à chacun des territoires de la région.



Dave Blackburn, Ph. D.

Table des matières

Introduction	1
La Direction générale de Services Québec de l’Outaouais	3
De multiples services offerts	3
Des partenaires importants	4
L’évolution du marché du travail et les principaux enjeux régionaux	5
L’évolution du marché du travail en Outaouais	5
Croissance de la population alimentée par l’immigration	5
Situation du marché du travail de l’Outaouais en 2023	7
Tableau 1 : Les principaux indicateurs du marché du travail	8
La situation de certains groupes sous-représentés en emploi et des bassins de clientèles de l’assistance sociale et de l’assurance-emploi	9
Tableau 2 : Les prestataires de l’assistance sociale et de l’assurance-emploi	12
Défis pour 2024-2025	12
Les priorités régionales et les axes d’intervention liés aux principaux objectifs	14
Accroître la participation de tous au développement social et économique	14
Partager un environnement de travail sain, stimulant et favorisant le développement du personnel	20
Faire évoluer nos services en cohérence avec les attentes de notre clientèle	21
Conclusion	22
Annexe I - Organigramme	23
Annexe II - Liste des bureaux de Services Québec	24
Annexe III - Liste des organismes de services en employabilité	25
Annexe IV - Budget	26
Annexe V - Indicateurs de résultats et cibles	27
Annexe VI - Conseil régional des partenaires du marché du travail de l’Outaouais	28

Introduction

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale soutient la participation de la population, des entreprises, des organismes et des communautés au développement et à la prospérité du Québec. Il accompagne ses clientèles et favorise leur autonomie. Il offre un accès simplifié aux services gouvernementaux.

La Direction générale de Services Québec de l'Outaouais (DGSQO) a élaboré le présent plan d'action régional, qui s'inscrit dans la mission du Ministère. Pour ce faire, elle s'est appuyée sur le Plan stratégique 2023-2027 du Ministère ainsi que sur la planification pour l'année 2024-2025 concernant les services publics d'emploi. De plus, elle a tenu compte des responsabilités et des ressources qui lui sont confiées, des attentes de résultats qui lui ont été communiquées par les autorités ainsi que de certains facteurs de contingence comme l'évolution du marché du travail et les besoins des clientèles.

En ce qui concerne l'année 2024-2025, la Direction générale de Services Québec de l'Outaouais, soutenue par les membres du Conseil régional des partenaires du marché du travail de l'Outaouais, a convenu de déployer leurs priorités dans quatre zones d'intervention permettant d'agir sur les enjeux du marché du travail et, plus spécifiquement, sur les déséquilibres que rencontre l'Outaouais, soit :

- Accompagner les clientèles sous-représentées en emploi.
- Soutenir la qualification et le rehaussement des compétences.
- Soutenir les entreprises et les employeurs.
- Agir de façon soutenue dans les secteurs prioritaires de l'Opération main-d'œuvre en ajoutant deux secteurs d'activité préconisés par le CRPMT de l'Outaouais, soit le tourisme (l'hébergement et la restauration), ainsi que le secteur de l'agriculture.

L'accompagnement **des clientèles sous-représentées en emploi, qui inclut notamment les prestataires de l'assistance sociale**, est l'une des solutions incontournables pour contrer la pénurie de main-d'œuvre. Dans cette optique, plusieurs stratégies inscrites au Plan d'action régional 2023-2024 vont assurément se poursuivre en 2024-2025 afin d'accompagner ces clientèles qui font face à différents obstacles pour intégrer le marché du travail et se maintenir en emploi. L'apport des partenaires en employabilité, mais aussi d'autres acteurs de l'écosystème, est nécessaire afin de se mobiliser et de travailler ensemble, notamment par le biais de tables de concertation et/ou par la mise en place de stratégies plus spécifiques à la mise en mouvement de ces clientèles.

Il ne faut pas non plus négliger la clientèle prête à intégrer un emploi. Considérant le grand nombre de postes vacants, des actions et/ou des stratégies devront être prises en compte pour amener cette clientèle à occuper un emploi plus rapidement, soit par une aide d'appoint ou par le recours aux services universels.

La qualification et le rehaussement des compétences demeurent un levier important et, par conséquent, une priorité de la DGSQO pour permettre l'accès au marché du travail. Des efforts vont se poursuivre non seulement pour accompagner les individus qui souhaitent retourner aux études, plus spécifiquement dans les secteurs prioritaires de l'Opération main-d'œuvre, mais aussi pour les travailleuses et travailleurs qui souhaitent développer leurs compétences en milieu de travail, plus particulièrement pour les entreprises qui entreprennent des transformations sur les plans technologique et numérique.

L'augmentation de la productivité représente une autre solution pour répondre à la pénurie de main-d'œuvre. Dans ce sens, **le soutien aux entreprises** est une autre priorité pour la DGSQO. Les équipes des Services aux entreprises préconiseront des interventions pour les petites et moyennes entreprises (PME) et saisiront les opportunités de travailler en complémentarité avec les autres acteurs présents sur les territoires (ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI), le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE), Investissement Québec (IQ), acteurs du développement économique, etc.).

Les stratégies 2024-2025 de la DGSQO qui seront déployées ne pourraient être rendues possibles sans la force collective du partenariat local et régional qui permet de mettre en place des solutions adaptées en réponse aux différents déséquilibres sur tous les territoires.

On ne pourrait passer sous silence la force et le talent du personnel de Services Québec qui permettent de concrétiser les priorités d'action du Plan d'action régional à travers les sept bureaux de Services Québec (BSQ) de la région ainsi que la Direction générale, que ce soit pour les activités résultantes des services gouvernementaux, des services publics d'emploi et des services de la solidarité sociale.

La Direction générale de Services Québec de l'Outaouais

La Direction générale de Services Québec de l'Outaouais relève du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Elle compte sept bureaux locaux déployés sur le territoire pour desservir la population.

L'organigramme de la Direction générale est présenté à l'annexe I et les coordonnées des bureaux locaux sont présentées à l'annexe II.

De multiples services offerts

Services gouvernementaux

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a pour mission d'offrir aux citoyennes et aux citoyens ainsi qu'aux entreprises, un guichet multiservice afin de leur procurer un accès simplifié à des services gouvernementaux.

Ce guichet multiservice regroupe l'ensemble des services de première ligne et de deuxième ligne offerts à la population et aux entreprises en personne, au téléphone et en ligne. Il s'agit notamment de services s'adressant aux clientèles du Ministère et à celles d'autres ministères et organismes gouvernementaux avec lesquelles le personnel de la Direction générale établit un contact direct.

Services publics d'emploi

Les services publics d'emploi contribuent à l'amélioration du fonctionnement du marché du travail, à l'équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre de même qu'à la réduction des pertes d'emplois, du chômage et des obstacles à l'emploi.

Les services publics d'emploi sont offerts dans les bureaux de Services Québec. Pour offrir ces services, le Ministère collabore avec de nombreux partenaires, dont les établissements d'enseignement et les organismes spécialisés en employabilité (Annexe III).

Ils comprennent les services universels d'accueil, d'information sur le marché du travail et de placement, qui s'adressent à l'ensemble de la population et des entreprises. Ils comprennent également les services spécialisés, qui visent à aider les personnes devant surmonter des difficultés avant d'entreprendre une démarche qui, à terme, leur permettra d'intégrer le marché du travail ou de se maintenir en emploi.

Ils comprennent enfin les Services aux entreprises, qui ont pour objectif d'aider les entreprises en ce qui concerne le développement des compétences de leur main-d'œuvre et l'amélioration de leurs pratiques en gestion des ressources humaines, notamment celles relatives au recrutement ou à la rétention de la main-d'œuvre.

La Direction générale de Services Québec de l'Outaouais se voit allouer un budget d'intervention lui permettant d'offrir les services publics d'emploi. Pour l'année 2024-2025, le budget initial pour la région est de 34 000 853 \$. Les renseignements sur la répartition des fonds par territoire ainsi que les cibles à atteindre sont présentés aux annexes IV et V.

Programmes d'assistance sociale

Les programmes d'assistance sociale visent à attribuer une aide financière aux personnes et aux familles qui ne peuvent subvenir seules à leurs besoins en vue de favoriser leur autonomie économique et sociale. Ils visent également à offrir une aide et un accompagnement aux adultes bénéficiant d'un programme d'assistance sociale qui ne sont pas en mesure d'entreprendre une démarche menant à l'emploi.

Des partenaires importants

La Direction générale de Services Québec de l'Outaouais travaille avec différents partenaires dont la contribution est capitale pour le développement économique et social dans la région. Parmi eux, on compte le CRPMT (annexe VI), les comités sectoriels de main-d'œuvre et les instances de développement économique régionales.

Elle peut également compter sur la collaboration des établissements de tous les ordres d'enseignement, des organismes spécialisés en employabilité et des organismes communautaires. Leur contribution permet d'offrir, dans les bureaux de Services Québec, des services répondant aux attentes de la population et des entreprises.

La Direction générale travaille par ailleurs avec des unités administratives de nombreux ministères et organismes gouvernementaux, entre autres pour simplifier l'accès aux services, en assurer la continuité et en améliorer l'efficacité.

L'évolution du marché du travail et les principaux enjeux régionaux

L'évolution du marché du travail en Outaouais

Globalement, on observe que le marché du travail de la région de l'Outaouais évolue dans un contexte de hausse du chômage conjuguée à une baisse des postes vacants. Historiquement, cette évolution du chômage et des postes vacants peut annoncer un ralentissement économique. Cependant, ces tendances observées en région apparaissent dans un contexte du marché du travail qui se distingue des périodes de ralentissement antérieures pour des raisons démographiques essentiellement.

En 2023, la région de l'Outaouais voit son taux de chômage augmenter à 4,1 %, ce qui reste supérieur au creux de 3,6 % observé l'année dernière, mais demeure plus bas que les taux observés dans la période de 2006 à 2021. Ces données suggèrent que, malgré une tendance à la hausse du chômage, le marché du travail de la région semble mieux positionné face à une éventuelle récession économique.

Il est également important de souligner que le taux de postes vacants a atteint un niveau record en 2022 avant de décroître cette année. Bien que cette baisse puisse être interprétée comme un signe de refroidissement du marché, le niveau élevé de postes non pourvus se traduit toujours par une tension sur le marché de l'emploi. Cette tension suggère une éventuelle capacité du marché du travail à conserver son dynamisme, même face à un ralentissement économique.

Croissance de la population alimentée par l'immigration

En 2023, selon les projections démographiques de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ)¹, la population de la région de l'Outaouais connaît un accroissement de 4 427 personnes pour s'établir à 413 548. Cette population est composée de 207 586 (50,2 %) femmes et de 205 962 hommes (49,8 %). La répartition selon l'âge montre que la population de 0 à 19 ans est de 91 768 (22,2 %), celle de 20 à 64 ans s'élève à 243 687 (58,9 %) et celle de 65 ans ou plus se situe à 78 093 (18,9 %). La croissance

¹ Protections de population – Le Québec.

de la population observée en 2023 est majoritairement alimentée par l'immigration. En effet, le solde migratoire international s'élève à 2 057, soit 46,5 % de l'accroissement total de la population. Les autres composantes de cet accroissement sont constituées de l'accroissement naturel de la population (+882), des résidents non permanents (+416), de la migration interprovinciale (+677) et de la migration interne (+392)².

Répartition de la population de la région de l'Outaouais en 2023

En 2023, la population de la région de l'Outaouais augmente de 1,1 % par rapport à 2022. En ce qui concerne les municipalités régionales de comté (MRC) et territoire équivalent de la région, ce sont les agglomérations de Papineau (25 274 habitants) et des Collines-de-l'Outaouais (55 495) qui connaissent la plus forte croissance (en pourcentage) de leurs populations. Ces deux territoires enregistrent chacun une hausse de 1,4 % (Papineau +361 et Les Collines-de-l'Outaouais +762) de leurs populations. L'agglomération de Gatineau (297 123) suit avec un accroissement de sa population de 1,1 % (+3 126). Les MRC de La Vallée-de-la-Gatineau (21 409) et de Pontiac (14 247) connaissent des hausses moins importantes de leurs populations (inférieures à 1 %). Pour La Vallée-de-la-Gatineau, la croissance est de 0,8 % (+164) et pour Pontiac, elle est de 0,1 % (+13).

Vieillessement de la population plus prononcé dans les MRC rurales

L'Institut de la statistique du Québec (ISQ) projette une croissance démographique de l'ordre de 10,6 % entre 2023 et 2041 pour la région de l'Outaouais. En valeur absolue, la région compterait 457 569 habitants en 2041. Pour l'ensemble du Québec, une croissance de 8,2 % est prévue.

La répartition des données selon les grands groupes d'âge fait ressortir un vieillissement de la population. Entre 2023 et 2041, la population âgée de 65 ans ou plus de la région passerait de 18,9 % à près d'un habitant sur quatre, soit 24,4 %. Pour l'ensemble du Québec, la proportion de ce groupe d'âge passerait de 21,4 % à 26,1 %.

La population de la région est moins vieillissante que celle de l'ensemble du Québec. En 2023, la moyenne d'âge en région se situe à 41,86 ans, la troisième plus faible derrière le Nord-du-Québec

² La somme des composantes peut différer de l'accroissement total à cause des ajustements et résidus d'arrondissement.

(33,33 ans) et Montréal (41,09 ans). Pour l'ensemble du Québec, l'âge moyen est de 43,11 ans. En 2041, cet âge moyen passerait à 44,66 ans en Outaouais et à 45,51 ans pour l'ensemble du Québec.

Ce vieillissement de la population dans la région de l'Outaouais est plus prononcé dans les zones rurales. Dans les MRC de La Vallée-de-la-Gatineau (28,4 % à 34,9 %) et de Pontiac (28,8 % à 33,6 %), c'est plus d'un habitant sur trois qui aurait 65 ans ou plus en 2041. Pour la MRC de Papineau (28,2 % à 32,9 %), cela représenterait un tiers de la population. C'est dans le territoire équivalent de Gatineau (17,5 % à 23,2 %) et la MRC des Collines-de-l'Outaouais (15,8 % à 21,7 %) que le vieillissement serait moins important.

Situation du marché du travail de l'Outaouais en 2023

Selon les données de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada, la population de 15 ans ou plus en emploi ou en recherche active d'emploi de la région s'élève à 219 800, en légère croissance de +1 100 (+0,5 %) par rapport à l'année dernière. Le taux d'activité (proportion de la population de 15 ans ou plus qui est active) se situe à 65,1 %, en baisse de 0,5 point de pourcentage (p.p.).

Le nombre d'emplois reste relativement stable à 210 700 (-100; 0 %) par rapport à son sommet historique de 2022. Si l'emploi à temps partiel augmente de 2 200 (+6,5 %) pour atteindre 35 900, celui à temps plein, qui constitue un des déterminants d'appréciation de la qualité des emplois, baisse de 2 200 (-1,2 %) pour se situer à 174 900. Les emplois à temps plein représentent 83 % de l'ensemble des emplois contre 17 % pour ceux à temps partiel.

Le taux d'emploi (proportion de la population de 15 ans ou plus en emploi) baisse de 0,9 p.p. pour atteindre 62,4 %.

Le nombre de personnes au chômage qui a diminué les deux dernières années connaît une hausse pour se situer à 9 000. Le nombre additionnel de chômeurs (+1 100) correspond au même nombre de personnes qui se sont ajoutées à la population active. Le marché du travail peine à suivre le rythme de l'évolution de la population.

Le taux de chômage (proportion de la population active en chômage et cherchant activement un emploi) de la région s'établit à 4,1 %, en hausse de 0,5 p.p. par rapport à son creux historique (3,6 %) de l'année dernière.

TABLEAU 1 : LES PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateur	Outaouais		Ensemble du Québec	
	2023	2022	2023	2022
Nombre d'établissements avec employés	8 653	8 512	278 278	275 821
Nombres d'emplois	210 700	210 800	4 506 400	4 403 100
Taux de postes vacants (%)	4,7	5,8	4,5	5,8
Taux de chômage (%)	4,1	3,6	4,5	4,3
Taux d'activité (%)	65,1	65,6	65,0	64,3
Taux d'emploi (%)	62,4	63,3	62,1	61,5

Source : Statistique Canada, Registre des entreprises et Enquête sur la population active.

Pour l'ensemble du Québec, en 2023, la population active augmente (+115 900; +2,5 %) pour atteindre 4 718 100. Le nombre d'emplois s'accroît (+103 300; +2,3 %) pour se situer à 4 506 400. Cette hausse s'observe dans les emplois à temps plein (+62 300; +1,7 %) qui atteignent 3 672 300 (81,5 % des emplois) ainsi que dans ceux à temps partiel (+41 100; +5,2 %). Le nombre de chômeurs s'élève à 211 700, soit une hausse de 12 600 (+6,3 %). Le taux de chômage (4,5 %), le taux d'activité (65 %) ainsi que le taux d'emploi (62,1 %) augmentent de 0,2 p.p., de 0,7 p.p. et de 0,6 p.p. respectivement.

Les postes vacants³ en Outaouais

Le nombre total de postes vacants diminue pour atteindre 5 861 en 2023, après avoir atteint un sommet en 2022. Le nombre de postes vacants observé en 2023 est en baisse de 1 268 (-17,8 %) par rapport à son sommet de 2022. Comparé à la situation prépandémique, ce nombre est en hausse de 2 184

³ Un poste est vacant si : 1) il existe un poste précis; 2) le travail pourrait débuter dans les 30 jours et 3) l'employeur cherche activement une travailleuse ou un travailleur à l'extérieur de l'organisation afin de pourvoir le poste en question.

(+59,4 %) par rapport à 2019. Parmi ces postes vacants signalés en région en 2023, 1 sur 3, soit 33,3 % (1 953), ne requiert aucun niveau de scolarité. Les postes vacants de longue durée (90 jours ou plus) représentent 42,7 % (2 505) du nombre total des postes vacants. Le salaire horaire moyen offert pour l'ensemble des postes vacants s'élève à 23,74 \$, hausse de 1,58 \$ (+7,1 %) par rapport à celui de 2022.

La demande de main-d'œuvre totale (somme des postes occupés et des postes vacants) a peu varié par rapport à 2022, pour s'établir à 123 986 (+339; +0,3 %). La croissance modérée de l'emploi salarié en 2023 (+1 606; +1,4 %), par rapport à son niveau de 2022 (118 125), est contrebalancée par la baisse du nombre de postes vacants.

Le taux de postes vacants (nombre de postes vacants exprimé en proportion de la demande de main-d'œuvre totale) a baissé de 1,1 p.p. en 2023 pour atteindre 4,7 %. Depuis 2019, en moyenne annuelle, c'est la première fois que ce taux est en baisse.

En 2023, il y a 1,5 chômeur pour chaque poste vacant. Le ratio chômeurs-postes vacants est en hausse par rapport à celui de 1,1 observé en 2022. L'augmentation est attribuable à une baisse du nombre de postes vacants et une hausse du chômage.

Pour l'ensemble du Québec, en 2023, le nombre de postes vacants atteint 181 655. Le taux de postes vacants se situe à 4,5 % et le ratio chômeurs-postes vacants est de 1,2. Le salaire horaire moyen offert pour l'ensemble des postes vacants est de 25,1 \$.

La situation de certains groupes sous-représentés en emploi et des bassins de clientèles de l'assistance sociale et de l'assurance-emploi

Les femmes

En 2023, le nombre d'emplois occupés par des femmes de la région atteint un sommet historique depuis 2006. Ce nombre s'élève à 105 800 (49,8 % du total des emplois), une hausse de 2 100 (+2 %) par rapport à 2022. Cette hausse est presque totalement attribuable à de nouveaux emplois à temps partiel (+1 900; +10 %). Sur le total d'emplois occupés par des femmes, un emploi sur cinq (20 %) est à temps partiel. Ce pourcentage passe à 14,1 % en ce qui concerne les emplois occupés par des hommes.

Les jeunes

Sur une population active de 33 400 jeunes de 15 à 24 ans en 2023, le nombre d'emplois occupés par des personnes de ce groupe d'âge s'élève à 30 400, soit une hausse de 3 600 (+13,4 %). Ces jeunes en emploi sont majoritairement (60 %) à temps partiel. Le nombre de chômeurs du groupe d'âge se situe à 3 000, en hausse de 1 000 (+50 %) par rapport à 2022. Le taux de chômage est en hausse de 2,1 p.p. pour atteindre 9 %. Le taux d'activité atteint 72,1 %, soit un accroissement de 1,2 p.p., alors que le taux d'emploi connaît une légère baisse de 0,3 p.p. pour se situer à 65,7 %.

La population autochtone

Selon les données du recensement de 2021, l'Outaouais compte 21 670 personnes d'identité autochtone, soit 10,6 % de l'ensemble des populations autochtones vivant au Québec. La région occupe la 3^e position en ce qui concerne la population autochtone derrière la Montérégie (22 960; 11,2 %) et le Nord-du-Québec (31 170; 15,2 %). De cette population, le nombre d'Autochtones âgés de 15 ans ou plus s'élève à 18 015. La population active se situe à 11 150, soit un taux d'activité de 61,9 %. Parmi cette population, 9 985 sont en emploi et le reste est constitué de chômeurs qui sont au nombre de 1 165. Le taux d'emploi est de 55,4 % et le taux de chômage de 10,4 %. Pour la population à identité non autochtone, le taux d'activité est de 64,9 %, le taux d'emploi de 59,2 % et le taux de chômage de 8,8 %.

Les personnes expérimentées

Le nombre de personnes âgées de 55 ans ou plus est en baisse de 3 700 (-2,7 %), se situant à 131 000. De ce nombre, les personnes en emploi ou en recherche active d'emploi sont de 41 400, ce qui correspond à une baisse de 5 200 (-11,2 %). Les emplois occupés par la population de ce groupe d'âge s'élèvent à 40 100, en décroissance de 4 700 (-10,5 %). La majorité de ces emplois, 31 900 (79,6 %) sont à temps plein. Le nombre de chômeurs de 55 ans ou plus se situe à moins de 1 500. Le taux d'activité de 31,6 % (-3 p.p.) et le taux d'emploi de 30,6 % (-2,7 p.p.) sont à des niveaux inférieurs à ceux observés dans l'ensemble du Québec qui se situent respectivement à 35 % et à 33,4 %. Dans un contexte de marché du travail, encore sous tension dans la région, l'attraction et le maintien en emploi de cette main-d'œuvre expérimentée constitue un enjeu important.

La population immigrante

Selon les données du recensement de 2021, la région accueille un nombre d'immigrants (44 020) et de résidents non permanents (5 050)⁴ qui la classe au 5^e rang au niveau de la province comme terre d'accueil de ces populations dans la tranche d'âge de 15 ans ou plus. Ces personnes immigrantes (n'incluant pas les résidents non permanents) représentent 12 % de la population de la région du même groupe d'âge. L'immigration la plus récente, qui est constituée des personnes qui se sont établies dans la région entre 2016 et 2021, s'élève à 7 825. Pour cette catégorie d'immigrants, le taux d'emploi de 62,6 % et le taux de chômage de 15,6 % se situent respectivement à -3 p.p. et à +4,5 p.p. par rapport aux taux observés dans l'ensemble de la population immigrante. Le taux d'activité est de 74,1 %, légèrement supérieur de +0,3 p.p. à celui du total des immigrants. Pour la population non immigrante, le taux d'activité est de 63,1 %, le taux d'emploi de 57,9 % et le taux de chômage de 8,3 %.

Les prestataires d'un soutien public du revenu

Durant la période prépandémique, une diminution importante du nombre de prestataires d'aide sociale est constatée en région. Cependant, depuis 2021, ce nombre connaît une légère augmentation sans atteindre son niveau d'avant la pandémie. Dans le tableau qui suit, c'est cette catégorie de prestataires qui y est représentée, en y excluant les demandeurs d'asile. En 2023, le nombre de ces prestataires est demeuré relativement stable à 6 764, faible hausse de 64 (+1 %) par rapport à 2022. Cette stabilité, en pourcentage, de l'évolution du nombre de ces prestataires en 2023 est comparable à celle observée dans l'ensemble du Québec (+0,9 %).

En ce qui concerne les prestataires de l'assurance-emploi aptes au travail, la tendance à la baisse observée durant les années d'avant la pandémie se poursuit en région. Dans ce groupe de prestataires, ce sont les bénéficiaires ordinaires sans gain déclaré, c'est-à-dire ceux qui reçoivent un montant de l'assurance-emploi et qui ne travaillent pas, qui sont pris en compte dans le tableau. En 2023, le nombre de ces bénéficiaires dans la région de l'Outaouais se situe à 3 509, baisse de 880 (-20 %) par rapport à

⁴ Résidents non permanents : comprends les personnes originaires d'un autre pays dont le lieu de résidence habituel est le Canada et qui sont titulaires d'un permis de travail ou d'un permis d'études ou qui ont demandé le statut de réfugié (demandeurs d'asile). Les membres de la famille vivant avec des titulaires de permis de travail ou d'études sont également compris, sauf si ces membres de la famille sont déjà citoyens canadiens, immigrants reçus (résidents permanents).

l'année précédente. Cette baisse est plus importante, en proportion, que celle observée dans l'ensemble du Québec (-17,5 %).

TABLEAU 2 : LES PRESTATAIRES DE L'ASSISTANCE SOCIALE ET DE L'ASSURANCE-EMPLOI

Clientèle (Nombre)	Outaouais			Ensemble du Québec		
	2023	2022	Variation (%)	2023	2022	Variation (%)
Adultes prestataires de l'aide sociale	6 764	6 700	1,0	116 456	115 400	0,9
Adultes prestataires de l'assurance- emploi	3 509	4 389	-20,0	87 605	106 241	-17,5

Sources : Statistique Canada et ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Défis pour 2024-2025

En conclusion, le marché du travail de la région continue d'évoluer dans une situation de pénurie de main-d'œuvre persistante. Celle-ci frappe plus durement certains territoires et certaines industries, d'où l'importance de rejoindre les groupes sous-représentés en emploi et de sensibiliser les entreprises à l'embauche d'une main-d'œuvre diversifiée.

La population âgée de 15 à 64 ans est stagnante depuis les trois dernières années avec un taux d'emploi et un taux d'activité parmi les plus élevés de la province. Dans le contexte démographique actuel, le ralentissement économique engendrerait plus une baisse des postes vacants qu'une hausse du nombre de chômeurs. La tendance générale est à la diminution du nombre de personnes composant les bassins traditionnels de la clientèle des services publics d'emplois (SPE), notamment les chômeurs ainsi que les prestataires de l'assurance-emploi et du programme d'aide sociale (excluant les demandeurs d'asile). Les chômeurs de longue durée diminuent, mais sont susceptibles d'être confrontés à des obstacles à l'emploi plus importants, ce qui rend de plus en plus complexe leur intégration en emploi et engendre des défis importants de mobilisation.

Du côté des entreprises, l'augmentation de la productivité représente l'une des solutions pour répondre à la pénurie de main-d'œuvre. Pour cela, il est nécessaire d'accompagner les employeurs dans la transformation numérique, dans l'intégration des systèmes d'intelligence artificielle et dans la transition verte.

Les priorités régionales et les axes d'intervention liés aux principaux objectifs

Les priorités régionales établies par la Direction générale de Services Québec de l'Outaouais sont les suivantes :

- Soutenir les personnes les plus vulnérables sur le plan de l'emploi, pour une intégration durable sur le marché du travail. Fournir un accompagnement soutenu, plus particulièrement aux prestataires de l'assistance sociale, aux personnes issues de groupes sous-représentés sur le marché du travail ainsi qu'aux prestataires de l'assurance-emploi se retrouvant dans une situation précaire.
- Prioriser les interventions de soutien à la gestion des ressources humaines auprès des entreprises qui sont dans une démarche de transformation de leur organisation dans le but d'augmenter leur productivité et leur compétitivité.
- Soutenir le développement des compétences des individus ainsi que des travailleuses et travailleurs en privilégiant les métiers et les professions en lien avec les secteurs prioritaires de l'opération main-d'œuvre et en appui aux initiatives de transition numérique, énergétique ou de transition vers une économie plus verte.

Accroître la participation de tous au développement social et économique

Cette orientation, présentée dans le Plan stratégique 2023-2027, est liée à quatre objectifs qui concernent les directions générales de Services Québec : un relatif à la solidarité sociale et trois relatifs à l'emploi et à la main-d'œuvre.

Interventions en matière de solidarité sociale

Afin d'améliorer la situation économique des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, voici l'axe d'intervention prévu pour la région.

Objectif

Améliorer la situation socioéconomique des personnes vivant en situation de pauvreté et d'exclusion sociale.

Axe d'intervention :

- Offrir un accompagnement à la clientèle qui permet à celle-ci de répondre à ses besoins tant pour le volet socioéconomique que pour le volet de l'inclusion sociale :
 - Optimiser les interventions ayant pour but de soutenir les nouveaux demandeurs ainsi que les personnes bénéficiant de l'aide financière de derniers recours afin d'accroître les références vers les services offerts par les différents organismes du milieu ou d'autres ministères.
 - Diffuser l'information concernant nos programmes, mesures et services aux intervenants qui accompagnent cette clientèle.

Interventions en matière de main-d'œuvre et d'emploi

Le Plan d'action des services publics d'emploi 2024-2025 contribue à l'atteinte de trois objectifs du Plan stratégique 2023-2027 :

- Intégrer en emploi les personnes ayant bénéficié d'une aide des services publics d'emploi.
- Accroître la proportion des prestataires des programmes d'assistance sociale qui se maintiennent en emploi après avoir participé aux interventions des services publics d'emploi.
- Aider les entreprises à adapter leurs pratiques de gestion des ressources humaines aux réalités actuelles du marché du travail.

Ces trois objectifs concernent la main-d'œuvre et l'emploi. On présente ci-après les orientations relatives à ces objectifs telles qu'elles sont inscrites dans le Plan d'action des services publics d'emploi 2024-2025. On présente également les axes d'intervention ciblés par la Direction générale, en collaboration avec le Conseil régional des partenaires du marché du travail.

Orientation 1

Approfondir l'analyse des besoins du marché du travail en ce qui concerne les clientèles et les secteurs d'activité économique pour lesquels l'intervention est la plus pertinente.

Axe d'intervention :

- Poursuivre le partage d'informations sur le marché du travail de la région et ses différentes opportunités au plus grand nombre de partenaires possible dans l'ensemble des territoires ainsi qu'au personnel de Services Québec :
 - Fournir une lecture juste et concertée des besoins et des enjeux du marché du travail, notamment dans les secteurs prioritaires de l'Opération main-d'œuvre et ceux identifiés par le CRPMT pour la région de l'Outaouais, afin d'y apporter des solutions adéquates.
 - Avoir une meilleure connaissance des entreprises de l'Outaouais qui œuvrent dans des secteurs prioritaires.
 - Produire des portraits de clientèles visant à mieux cerner les enjeux et les besoins des personnes les plus vulnérables sur le plan de l'emploi, spécialement les personnes prestataires du programme d'aide sociale et les clientèles sous-représentées en emploi.

Orientation 2

Outiller les personnes prêtes à intégrer le marché du travail en leur fournissant une aide d'appoint.

Axe d'intervention :

- Fournir aux personnes prêtes à occuper un emploi l'information et, au besoin, les services ponctuels leur permettant d'occuper un emploi, dont l'information sur le marché du travail ([IMT](#)), l'aide au placement ([Québec Emploi](#)) et les services unitaires de la mesure « Services d'aide à l'emploi (SAE) ».

Orientation 3

Agir prioritairement et de façon soutenue auprès des personnes vulnérables sur le plan de l'emploi, pour lesquelles un accompagnement est essentiel à l'intégration durable sur le marché du travail.

Axes d'interventions :

- Offrir un accompagnement aux individus qui participent à nos mesures d'emploi afin de soutenir la persévérance, tout au long de leur parcours, ainsi que leur intégration et maintien en emploi :
 - Dresser un portrait régional de la persévérance des participants à la mesure de formation sur la base des participations non complétées.
 - Identifier des actions pour favoriser la réussite scolaire des participants soutenus financièrement par Services Québec.
 - Développer et optimiser l'intervention de maintien en emploi dans les activités d'accompagnement des organismes spécialisés en employabilité (OSE).
- Dans le cadre de la Stratégie ministérielle d'intégration professionnelle des Premières Nations et des Inuit (PNI), identifier des opportunités de collaboration ainsi que les services déjà existants de l'écosystème afin de travailler des continuums de service :
 - Mieux connaître le profil de la clientèle autochtone et ses besoins en employabilité afin de développer de meilleures pratiques d'interventions dans une perspective d'intégration et de maintien en emploi.
- En concordance avec la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024, recenser les pratiques existantes et les partenaires qui œuvrent auprès d'eux afin de soutenir l'employabilité et la transition des personnes handicapées sur le marché du travail et identifier des opportunités de collaboration.
- Dans le cadre de la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027, poursuivre les activités permettant de faire face aux enjeux de la main-d'œuvre féminine, par exemple :
 - Mettre en œuvre le projet de formation « Compétences numériques pour l'emploi » destinée aux femmes ayant des difficultés à intégrer le marché du travail dans des activités professionnelles liées au service à la clientèle.
 - Participer à la Table de concertation - Comité femmes pour l'accessibilité et l'inclusion régionale en employabilité sur la main-d'œuvre féminine (CFAIRE).
 - Évaluer, et donner des suites à l'événement « Sommet atypique – métiers non-trad. » pour les femmes.

- Poursuivre les collaborations auprès des partenaires régionaux visant à favoriser le recrutement et le maintien en emploi de la clientèle expérimentée.

Orientation 4

Soutenir les employeurs, en particulier ceux issus des secteurs prioritaires par le gouvernement, qui font face à des défis liés à la main-d'œuvre et d'adaptation aux transformations du marché du travail.

Axes d'interventions :

- Mettre l'accent sur l'aide aux entreprises pour les soutenir dans la réorganisation du travail afin de favoriser les gains de productivité ainsi que le maintien en emploi de travailleuses et travailleurs aux profils diversifiés :
 - Lancer la phase 3 du projet « Intégrer une culture de formation en entreprise » qui consiste à développer une formation et à l'expérimenter auprès des entreprises des différents territoires de l'Outaouais. L'objectif est de soutenir les employeurs dans la planification du développement des compétences de leurs travailleuses et travailleurs, et ce, dans une perspective d'investissement, mais aussi d'attraction et de rétention du personnel.
 - Soutenir la transformation numérique des petites et moyennes entreprises, et ce, en concertation avec les acteurs du développement économique.
 - Effectuer du démarchage ciblé auprès des entreprises des secteurs d'activité du tourisme (hébergement, restauration) et de l'agriculture pour offrir nos services, considérant les défis importants que rencontrent ces entreprises en Outaouais.
- Prioriser la formation visant un accroissement de la productivité de l'entreprise, dont celle permettant de rehausser les compétences des travailleuses et travailleurs peu qualifiés ou peu scolarisés :
 - Poursuivre le démarchage et la promotion du Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) auprès des entreprises, par clientèle et/ou via une approche sectorielle compte tenu des besoins importants liés à la main-d'œuvre.
 - Considérer les opportunités de formation pour rehausser les compétences des travailleuses et travailleurs peu qualifiés et/ou peu scolarisés, notamment par le Programme de formation de courte durée (COUD), les formations offertes par les comités sectoriels de main-d'œuvre (CSMO), la formation continue, etc.

- Prioriser les formations nécessaires au développement des compétences numériques des travailleuses et travailleurs, à la suite du virage numérique de l'entreprise ou de l'arrivée d'une nouvelle technologie :
 - Développer une approche écosystémique auprès des différents acteurs du marché du travail afin de rejoindre plus facilement les entreprises et de mieux les accompagner dans leurs besoins. Explorer les collaborations possibles afin d'établir un continuum de services avec ces acteurs.
- Renforcer la sensibilisation auprès des entreprises pour la formation en littératie, en numératie et en littératie numérique.

Orientation 5

S'appuyer sur la mobilisation et la concertation des partenaires du marché du travail et des parties prenantes de la prestation de services pour atteindre les objectifs des services publics d'emploi.

Axe d'intervention :

- Favoriser une concertation et optimiser la complémentarité entre les services publics d'emploi et les partenaires, autant locaux que régionaux, afin de mieux répondre aux besoins du marché du travail :
 - Agir en complémentarité et/ou en continuum des services existants, en s'assurant d'une meilleure connaissance des acteurs régionaux et locaux œuvrant auprès des PNI afin de pouvoir identifier et mettre en place des corridors de services facilitant la transition de la clientèle autochtone d'un service à un autre.
 - Développer de nouvelles collaborations partenariales dans le cadre de la transformation numérique des entreprises, notamment de concert avec [Investissement Québec](#).
 - Travailler en étroite collaboration avec les partenaires du milieu de l'éducation tout au long du parcours scolaire : en amont (recrutement), pendant (persévérance et accompagnement) et après la formation (intégration et maintien en emploi) en priorisant les clientèles plus vulnérables, notamment les prestataires d'aide sociale et les personnes sous-représentées sur le marché du travail.

- Contribuer aux travaux sur les enjeux d'adéquation formation emploi suivants :
 - Valoriser et promouvoir les formations liées aux secteurs prioritaires ainsi que les emplois dont les perspectives sont favorables.
 - Travailler de concert avec la communauté d'affaires, les partenaires de l'éducation et les entreprises afin d'identifier les besoins de formation de la main-d'œuvre actuels et futurs dans les secteurs principalement en déséquilibre.
- De concert avec le Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Outaouais (CISSSO), soutenir les besoins de main-d'œuvre actuels et futurs du secteur de la santé.
- Développer la collaboration et la concertation des interventions avec le personnel responsable des programmes du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO) de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT).

Partager un environnement de travail sain, stimulant et favorisant le développement du personnel

Cette orientation est tirée du Plan stratégique 2023-2027 du Ministère. Ce dernier vise à offrir à ses employés une expérience de travail mobilisatrice. Voici l'axe d'intervention retenu.

Objectif 1

Agir ensemble pour une expérience employé mobilisatrice.

Objectif 2

Cultiver notre expertise et notre potentiel.

Axe d'intervention :

- Déployer des stratégies de développement du talent à l'interne.
 - Mettre en place des modèles de formation en continu pour le personnel des bureaux de Services Québec.
 - Optimiser la gestion du développement des compétences dans un objectif de rétention de main-d'œuvre.

FAIRE ÉVOLUER NOS SERVICES EN COHÉRENCE AVEC LES ATTENTES DE NOTRE CLIENTÈLE

L'orientation 3 du Plan stratégique 2023-2027 du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale présente quatre objectifs, dont deux visent la qualité des services offerts. À ce titre, voici les interventions régionales retenues pour 2024-2025.

Objectif 1

Améliorer les services selon les attentes des clients.

Axe d'intervention :

- Mettre en œuvre des actions qui permettent d'améliorer la satisfaction de la clientèle à l'égard de la simplicité des démarches pour obtenir les services :
 - Accentuer la promotion des services en ligne, plus particulièrement pour le Portail : Mon dossier – [Aide à l'emploi](#) – [Assistance sociale](#) ainsi que pour [Québec.ca](#).
 - Développer des mécanismes visant à optimiser et à simplifier l'utilisation des services en ligne par les clients en salle libre-service.

Objectif 2

Faciliter l'accès aux services gouvernementaux.

Axe d'intervention :

- Mettre en œuvre des actions qui permettent d'améliorer la satisfaction de la clientèle à l'égard de l'accompagnement fourni par Services Québec :
 - Poursuivre les démarches d'amélioration continue et la simplification des outils de travail pour favoriser l'accessibilité aux services gouvernementaux.

Conclusion

Pour conclure, tout le personnel et les partenaires de Services Québec, quelle que soit la ligne d'affaires, seront mobilisés pour déployer les stratégies inscrites au Plan d'action régional (PAR) 2024-2025 en fonction des priorités établies. Rappelons que ce plan s'inscrit dans un élan de continuité du PAR 2023-2024 et est étroitement lié à la Planification stratégique 2023-2027 du Ministère ainsi qu'au Plan d'action des services publics d'emploi 2024-2025.

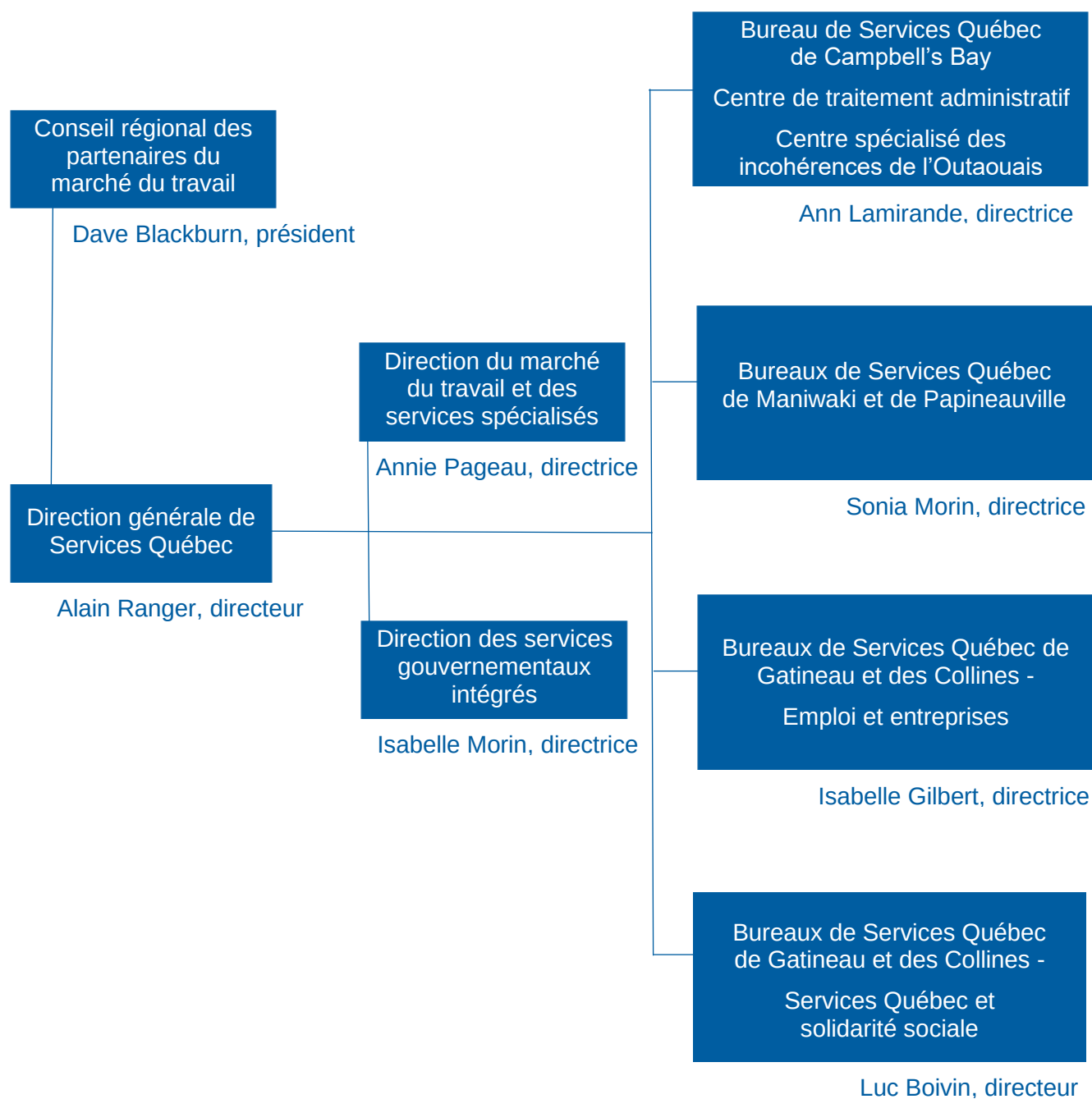
En résumé, les principales orientations sur lesquelles la DGSQO s'appuiera pour concrétiser ses actions sont les suivantes :

- Améliorer la situation socioéconomique des personnes vivant en situation de pauvreté et d'exclusion sociale.
- Approfondir l'analyse des besoins du marché du travail en lien avec les clientèles et les secteurs d'activité économique pour lesquels l'intervention est la plus pertinente.
- Outiller les personnes prêtes à intégrer le marché du travail en leur fournissant une aide d'appoint.
- Agir prioritairement et de façon soutenue auprès des personnes vulnérables sur le plan de l'emploi, pour lesquelles un accompagnement est essentiel à une intégration durable sur le marché du travail.
- Soutenir les employeurs, en particulier ceux issus des secteurs priorisés par le gouvernement, qui font face à des défis liés à la main-d'œuvre et à des enjeux d'adaptation aux transformations du marché du travail.
- S'appuyer sur la mobilisation et la concertation des partenaires du marché du travail et des parties prenantes de la prestation de services pour atteindre les objectifs des services publics d'emploi (SPE).
- Faire évoluer nos services en cohérence avec les attentes de notre clientèle, et ce, en adéquation à la Déclaration de Services aux citoyens.

Les actions préconisées par la DGSQO viseront à répondre aux déséquilibres du marché du travail, et ce, sur tous les territoires de l'Outaouais en tenant compte des particularités de chacun d'eux. Par le biais du budget d'intervention qui lui est octroyé, le personnel de Services Québec veillera à optimiser l'utilisation des mesures et services à sa portée pour répondre aux besoins des individus et des entreprises.

Annexe I - Organigramme

Direction générale de Services Québec de l'Outaouais



Annexe II - Liste des bureaux de Services Québec

Secteur Aylmer (Centre de traitement administratif et Centre de traitement des incohérences de l'Outaouais) 420, boulevard Wilfrid-Lavigne, bureau 10 Gatineau (Québec) J9H 6W7 ☎ 819 682-0362 ☎ Sans frais : 1 800 567-9678	Secteur Hull 170, rue de l'Hôtel-de-Ville, RC. 120 Édifice Jos-Montferrand Gatineau (Québec) J8X 4C2 ☎ 819 772-3502 ☎ Sans frais : 1 866 349-2758
Secteur Buckingham 154, rue Maclaren Est Gatineau (Québec) J8L 1K4 ☎ 819 568-6500 ☎ Sans frais : 1 800 567-9694	Maniwaki 100, rue Principale Sud, bureau 240 Maniwaki (Québec) J9E 3L4 ☎ 819 449-4284 ☎ Sans frais : 1 800 567-9209
Campbell's Bay 1290, route 148 Campbell's Bay (Québec) J0X 1K0 ☎ 819 648-2132 ☎ Sans frais : 1 800 567-9685	Papineauville 365, rue Papineau Papineauville (Québec) J0V 1R0 ☎ 819 427-6878 ☎ Sans frais : 1 877 639-0739
Gatineau et Collines 456, boulevard de l'Hôpital, bureau 300 Gatineau (Québec) J8T 8P1 ☎ 819 568-6500 ☎ Sans frais : 1 866 349-2758	

Annexe III - Liste des organismes de services en employabilité

Action Emploi Papineau	CJE Papineau
Carrefour Emploi des Collines	Carrefour Emploi des Collines Service d'intégration à l'emploi (toncec.ca)
Carrefour jeunesse-emploi Papineau	CJE Papineau
Carrefour jeunesse emploi Vallée-de-la-Gatineau	Carrefour Jeunesse Emploi - Vallée-de-la-Gatineau (cjevq.qc.ca)
Carrefour jeunesse emploi de l'Outaouais	Carrefour jeunesse emploi de l'Outaouais – La porte d'entrée de la jeunesse (cjeo.qc.ca)
Centre Jean Bosco	Accueil Centre Jean Bosco de Maniwaki
Centre de formation adaptée de la Petite-Nation	Atelier FSPN
Centre de placement spécialisé du Portage (Réhabex)	Accueil : Réhabex (rehabex.ca)
Club de recherche d'emplois du Pontiac	Accueil - Carrefour jeunesse-emploi du Pontiac (ciepontiac.ca)
L'Envol SRT	L'Envol SRT
La Relance Outaouais	Contact - La Relance
O'Bois international (Cégep de l'Outaouais)	O'Bois International - Entreprise d'entraînement (oboisinternational.com)
Option Femmes	Option Femmes
Réseau Outaouais ISP	Réseau Outaouais Insertion Sociale Professionnelle (reseauoutaouais.qc.ca)
Service Intégration Travail Outaouais	Accueil - SITO

Annexe IV - Budget

Unité administrative	Répartition initiale 2024-2025
Ville de Gatineau (BSQ Aylmer, Buckingham, Gatineau, Hull)	16 686 829 \$
Campbell's Bay	1 755 433 \$
Maniwaki	2 029 318 \$
Papineauville	1 598 782 \$
Total pour les bureaux de Services Québec	22 070 362 \$
Services régionalisés	11 930 491 \$
TOTAL	34 000 853 \$

Annexe V - Indicateurs de résultats et cibles

Indicateurs de résultats et cibles	Cibles 2024-2025	
	Régionales	Nationales
Ensemble de la clientèle individus		
1. Proportion des personnes ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation (ensemble de la clientèle)	53,5 %	56,2 %
Clientèle de l'assurance-emploi		
2. Nombre de participants de l'assurance-emploi (CAE) ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	2 502	52 000
3. Proportion des participants de l'assurance-emploi ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	51,5 %	56 %
Clientèle de l'assistance sociale		
4. Nombre de clients des programmes d'assistance sociale ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	856	16 500
5. Proportion des clients des programmes d'assistance sociale ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	39,4 %	44 %
6. Proportion de personnes participant aux interventions des services publics d'emploi, prestataires des programmes d'assistance sociale, s'étant maintenues en emploi pour une période d'au moins six mois suivant un retour en emploi	N/A	76 %
Qualification de la main-d'œuvre		
7. Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (PAMT seulement)	162	4 800
Entreprises		
8. Proportion d'entreprises aidées par les services publics d'emploi dans les secteurs priorités ou en transformation numérique ou verte	N/A	40 %
9. Proportion d'employeurs ayant amélioré leur gestion des ressources humaines après une intervention des services publics d'emploi	N/A	81 %
10. Proportion d'employeurs ayant amélioré les compétences de leurs travailleurs après une intervention des services publics d'emploi	N/A	86 %

Annexe VI - Conseil régional des partenaires du marché du travail de l'Outaouais

Membres votants :

Membres représentant la main-d'œuvre	Membres représentant les entreprises	Membres représentant le milieu de la formation et le milieu communautaire
Jean-Philippe Grenier Conseiller régional – Outaouais Organisation Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec	François Alexandre Maréchal Entrepreneur général et spécialisé Les entreprises Maréchal, Éco-transpo, Maréchal et associées entrepreneur paysagiste	Stéphane Lacasse Directeur général adjoint Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais
Sylvain Desrochers Conseiller syndical Syndicat québécois des employées et employés de service, Section locale 298	Yves Galipeau Directeur des ressources humaines Groupe DL Solutions Informatiques	Dave Blackburn Doyen au Décanat à la formation continue et aux services-conseils Université du Québec en Outaouais
Élodie Jacquet Conseillère d'orientation Centre de services scolaire au Cœur-des-Vallées	Mélanie Hotte Copropriétaire et gestionnaire de projets Constructions Miric	Nathalie Mongeon Directrice Service régional de la formation professionnelle et du service aux entreprises Réseautact
Alfonso Ibarra Ramirez Président Conseil central des syndicats nationaux de l'Outaouais	Renée Pesant Directrice des ressources humaines Papier Masson White Birch	Lorraine Paradis Directrice adjointe de la formation continue et du service aux entreprises Cégep de l'Outaouais
Daniel Baril	Michelle Robitaille	Yvan Chalifour

Membres représentant la main-d'œuvre	Membres représentant les entreprises	Membres représentant le milieu de la formation et le milieu communautaire
Conseil Central de l'Outaouais	Présidente MGR Stratégies	Directeur général Réseau Outaouais ISP
Ingrid Francoeur Directrice Centre d'emploi agricole de la fédération de l'Union des producteurs agricoles Outaouais-Laurentides	Marie-Ève Prévèreault Chef de service, Dotation et recrutement Ville de Gatineau	André Landry Directeur général La Relance Outaouais
Membre représentant le développement régional	Membre représentant le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	
Claudine Lalonde Directrice générale adjointe Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides	Services Québec de l'Outaouais Alain Ranger Directeur général	

Membres non-votants :

Membre désigné par le ministère de l'Éducation	Membre désigné par le ministère de l'Enseignement supérieur	Membre désigné par la Commission de la construction du Québec
Louise Lafontaine Conseillère cadre Ministère de l'Éducation	Milena Zajc Conseillère régionale Outaouais Ministère de l'Enseignement supérieur	Isabelle Bouchard Chef de section, Service de formation aux entreprises et contrôle financier Commission de la construction du Québec

Membres invités :

Evelyn Gauthier Directrice régionale Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	Esther Beaudry Directrice régionale Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	Florent Lado Nogning Directeur territorial Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
Hugo Lemay Directeur des ressources humaines et des affaires juridiques Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais		

